

## AVANT-PROPOS

La Commission reçoit en nombre croissant chaque année des plaintes dénonçant tel ou tel manquement des États membres dans l'application du droit communautaire de l'environnement. Cette tendance indique clairement que les citoyens européens se préoccupent de plus en plus de l'état de l'environnement et du respect par les États membres du droit européen en la matière. Elle met également en lumière le fait que les structures et les mécanismes en place dans les États membres n'offrent pas toujours les voies appropriées pour la résolution de ces questions.

Depuis ma nomination comme commissaire chargée de l'environnement, j'ai régulièrement rappelé l'importance à ce que les États membres se conforment pleinement au droit communautaire de l'environnement. Le sixième programme d'action communautaire pour l'environnement<sup>1</sup> précise clairement que l'application, le respect et la mise en œuvre de manière intégrale de l'ensemble de la législation communautaire en matière d'environnement constituent une priorité stratégique pour l'Union européenne. Une législation environnementale efficace et rationnelle est essentielle afin d'atteindre un degré élevé de protection de l'environnement. Tout aussi essentielle est la nécessité d'assurer une surveillance systématique du respect de la législation et d'informer le public sur le bilan de chaque État membre en la matière.

C'est donc avec une satisfaction particulière que j'accueille la parution de cette troisième étude annuelle qui couvre la période 2000-2001. Ce document fait suite à la première étude annuelle (1996-1997)<sup>2</sup> et à la deuxième (1998-1999)<sup>3</sup> en présentant une information actualisée sur l'application de la législation communautaire en matière d'environnement, comme le demandent la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement<sup>4</sup> et les résolutions du Conseil<sup>5</sup> et du Parlement européen.

Mon souhait est que les États membres trouvent dans cette étude une précieuse source d'informations et que sa parution les renforce dans leur résolution de mettre en œuvre, pleinement, correctement et dans les délais prévus, le droit communautaire de l'environnement.

Margot Wallström

Membre de la Commission

---

<sup>1</sup> COM(2001)31 final, 24.1.2001.

<sup>2</sup> SEC(1999) 592, 27.4.1999.

<sup>3</sup> SEC(2000) 1219, 13.7.2000.

<sup>4</sup> COM(96) 500 final, 22.10.1996.

<sup>5</sup> JO C 321 du 22.10.1997, p. 1.